

Préfecture départementale d'Ille et Vilaine
10 rue Maurice Fabre
35065 RENNES
ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rennes, le

24 Mars 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2025

Contexte et constats

publié sur 

JPS / JP4

ZAC de la Touche Tison
35230 Noyal-Châtillon-sur-Seiche

Références : UD35/2025-082

Code AIOT : 0005513396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement JPS / JP4 implanté ZAC de la Touche Tison 8 rue René Panhard 35230 Noyal-Châtillon-sur-Seiche.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JPS / JP4
- ZAC de la Touche Tison 8 rue René Panhard 35230 Noyal-Châtillon-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005513396 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société JPS/JP4 exploite un entrepôt de 5 cellules de 6 000m² chacune avec 3 locataires différents.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.1. Conformité de l'installation	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, dépôt de dossier - Prescriptions complémentaires	4 Mois
2	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.4. État des matières stockées	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
4	Documents d'urgence	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
5	Non ruine en chaîne	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	4 Mois
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	4 Mois
7	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5. Désenfumage	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	4 Mois
8	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 6. Compartimentage	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	4 Mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
9	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 6. Compartimentage	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	4 Mois
10	Eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 11. Eaux d'extinction incendie	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
11	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
12	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
13	Étude des effets thermiques 8KW/m²	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, dépôt de dossier	4 Mois
14	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.3	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'exploitant doit fournir l'ensemble des justificatifs concernant les dispositions constructives de son bâtiment. Il devra également mettre en œuvre un système de contrôle d'accès afin de limiter l'accès au site, les moyens nécessaires pour fournir un état des stocks conforme à l'arrêté du 11 avril 2017 et la mise en place de canton de désenfumage.

L'entreprise doit également mettre à jour sa situation administrative et réaliser un recollement des prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 concernant les prescriptions de l'entrepôt en particulier sur la création des mezzanines en cellule 2 et 3 et leur possible impact sur les capacités de désenfumage du bâtiment.

Enfin une étude des flux thermiques en cas d'incendie du bâtiment devra être réalisé afin de répondre aux prescriptions imposées depuis le 1er janvier 2023 par l'arrêté du 11 avril 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales
1.1. Conformité de l'installation

Thème(s) : Situation administrative Conformité de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

« Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.

Constats :

L'entrepôt autorisé est constitué par 5 cellules de 6 000m² chacune. 3 locataires utilisent actuellement ces cellules. Les deux premières sont utilisées majoritairement par de la préparation de commande pour l'entreprise BSL. Sur la cellule n°2, une mezzanine a été installé pour augmenter la surface de préparation de commande.

Les deux cellules suivantes sont occupées par l'entreprise Distri cash. La première cellule est également utilisée en zone de préparation de commande avec une mezzanine et une zone de stockage de matière dangereuse. La seconde cellule est quant à elle utilisée pour le stockage exclusif de pneumatique neuf.

La 5ème cellule est utilisée partiellement par l'entreprise Ceva logistique pour des pièces automobiles et de la chapelure


Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant n'a pas transmis de porté à connaissance sur les modifications de l'implantation des cellules (création de mezzanine, cellule dédiée au stockage de pneu) depuis 2019. Il doit transmettre un porté à connaissance sur les modifications apportées à l'installation.

Dans ce porté à connaissance, il devra réaliser un recollement des prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 en particulier vis à vis du désenfumage, du stockage de matières dangereuses, et de la configuration des différentes mezzanines et notamment si ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire et qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, dépôt de dossier
- Prescriptions complémentaires**Proposition de délais :** 4 Mois

N° 2 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.6		
Thème(s) : Autre Contrôle des accès		
Prescription contrôlée : AP Article 2.6 les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations. AM 11 Avril 2017 §1.5 « Dispositions en cas d'incendie : » « En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe. AM 11 avril 2017 §25 « Surveillance et contrôle des accès »: Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.		
Constats : L'accès au site se fait au travers de portillons qui sont laissé ouvert sans contrôle d'accès.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un système de contrôle d'accès pour empêcher les personnes étrangères à l'établissement d'avoir un accès libre aux installations.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 Mois		

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales
1.4. État des matières stockées

Thème(s) : Risques accidentels État des matières stockées A/E – Gestion de crise

Prescription contrôlée :

« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

L'exploitant reçoit de la part des locataires des cellules un état des stocks une fois par mois. Cet état des stocks ne permet pas de connaître les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. La transmission de la part du locataire de la cellule 3 et 4 fait apparaître un stockage de 40t de matières dangereuses au titre de la rubrique 4331.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir un état des stocks permettant de gérer un événement accidentel, en particulier de connaître la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries devront être indiqués de manière spécifique sur cet état des stocks. Cet état des stocks devra être produits à minima de manière hebdomadaire.

Concernant le stockage des matières dangereuses, en particulier les liquides inflammables relevant de la rubrique 4331, l'état des stocks devra faire figurer les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets. Pour ces matières dangereuses, cet état des stocks est mis à jour à minima de manière hebdomadaire.

L'exploitant devra transmettre les moyens mis en œuvre pour respecter ces exigences.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 Mois

N° 4 : Documents d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Thème(s) : Risques accidentels Plans et consignes

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.

Constats :

L'exploitant dispose des différentes informations à destination des services d'incendie et de secours sur son application Batifire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ces documents doivent être mis à disposition via une boîte aux lettres dédiée aux services du SDIS au sein de l'enceinte du site.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Non ruine en chaîne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives

Thème(s) : Risques accidentels Non-ruine et dispositions constructives

Prescription contrôlée :

« Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

Constats :

L'exploitant n'a pas en sa possession de document attestant que la ruine d'un élément de structure de son bâtiment suite à un sinistre ne conduit pas à un effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une étude permettant d'attester que son bâtiment respecte les dispositions constructives concernant la non ruine en chaîne de la structure du bâtiment.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 Mois

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 4. Dispositions constructives

Thème(s) : Risques accidentels Bureaux et locaux sociaux

Prescription contrôlée :

« A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.

Constats :

L'exploitant n'a pas à sa disposition de document attestant que les murs et les plafonds séparant les cellules de stockages des bureaux sont REI120. Le mur commun entre la cellule C3 et les bureaux présente une ouverture vitrée qui ne peut pas respecter le degré de résistance exigé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une étude sur les dispositions constructives des murs coupe-feu entre les zones de stockage et les bureaux en particulier pour la zone de bureaux accolé à la cellule 3.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 5. Désenfumage		
Thème(s) : Risques accidentels Cantons de désenfumage		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p>		
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose d'aucun canton de désenfumage sur l'ensemble des 5 cellules. L'exploitant n'est pas en mesure de déterminer s'il respecte la surface utile de l'ensemble des exutoires de 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des cantons de désenfumage pour l'ensemble des cellules. Il devra également fournir une étude pour déterminer la surface utile de l'ensemble des exutoires des différentes cellules de chaque canton de désenfumage.</p>		
<p>Respect de la prescription : </p>		
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>		
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription</p>		
<p>Proposition de délais : 4 Mois</p>		

N° 8 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 6. Compartimentage

Thème(s) : Risques accidentels Caractéristiques des parois séparatives et ouvertures

Prescription contrôlée :

Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;
- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

Constats :

L'exploitant ne dispose d'aucun document du dossier d'ouvrage exécutés permettant d'attester des dispositions constructives concernant les parois séparatives entre les cellules de stockages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une étude afin d'attester la conformité des parois séparatives des cellules de stockages

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 Mois

N° 9 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 6. Compartimentage		
Thème(s) : Risques accidentels Prévention de la propagation du feu par le toit		
Prescription contrôlée : -la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.		
Constats : L'exploitant ne dispose d'aucun document du dossier d'ouvrage exécutés permettant d'attester des dispositions constructives concernant la conformité de la toiture, en particulier de la présence d'une bande de protection afin de limiter la propagation d'un sinistre par le toit.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser une étude permettant d'attester de la conformité de la toiture.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 4 Mois		

N° 10 : Eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 11. Eaux d'extinction incendie

Thème(s) : Risques chroniques Confinement des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

La vanne d'isolement du bassin de rétention est couplée au système d'extinction automatique. L'exploitant dispose d'un plan des réseaux mais n'a pas pu le présenter aux inspecteurs lors de l'inspection du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le plan des réseaux en sa possession.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 11 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie

Thème(s) : Risques accidentels Modalités d'application

Prescription contrôlée :

« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

L'exploitant dispose d'un Plan de Défense Incendie pouvant être mis à jour sur l'application BATIFIRE. Ce Plan de Défense Incendie a été mis à jour pour inclure la présence des mezzanine. Cependant la mise à jour sur les dernières modifications des cellules en particulier la configuration de la cellule 4 n'était pas retranscrite dans ce PDI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour son PDI, en particulier sur les modifications des dispositions des dernières cellules.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie

Thème(s) : Risques accidentels Apport en eau

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Constats :

Le site dispose de 3 poteaux d'incendie relié au réseau communal, de 2 poteaux incendie surpressés reliés à la réserve de sprinklage de 900 m³ et d'un poteau incendie à l'extérieur du site. L'ensemble de ces moyens représenterait un débit simultané de 360m³/h avec 240m³/h fourni par le réseau communal. Le calcul des moyens en eau nécessaire pour le site réalisé en 2004 définissait un volume nécessaire de 360m³/h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir le justificatif de la disponibilité en simultané d'un débit de 60m³/h sur les 4 poteaux incendie relié au réseau communal afin de garantir un volume de 240m³/h.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels Étude

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

C.-Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A ou B, subsistent des effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/ m² au-delà des limites de site, l'exploitant renouvelle l'application de l'étude visée au I puis des mesures visées au II de l'annexe VIII dans un délai maximal de 5 après l'échéance de remise de la dernière mise à jour de l'étude visée au I de la présente annexe.


Ce renouvellement vise à prendre en compte, le cas échéant, l'évolution de la situation autour des limites des sites, notamment en ce qui concerne les éventuels arrêtés préfectoraux et zones d'occupation permanente.

Constats :


L'étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m² n'a pas été réalisée. L'exploitant justifie ce délai par le fait que les locataires des cellules ont modifié leur stockage ce qui a un impact non négligeable sur les effets thermiques engendrés par les éléments stockés. L'exploitant a prévu de déposer un PAC courant 2025 afin de valider la disposition des cellules ainsi que les matières stockées au sein de ces dernières

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m² est exigible au 1er janvier 2023. L'exploitant n'a pas commencé à réaliser cette étude. Il aurait dû réaliser cette étude puis déposer un porté à connaissance modifiant les dispositions des cellules avec un impact sur les modélisations des effets thermiques en particulier l'impact des cellules disposant de mezzanines et celles stockant exclusivement des pneumatiques. Le dépôt prochain du porté à connaissance doit permettre de régulariser cette infraction.

Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, dépôt de dossier	
Proposition de délais :	4	Mois

N° 14 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.3		
Thème(s) : Risques accidentels Zones à risques		
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation électrique. Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.		
Constats : La zone de recharge des batteries de la cellules n° 5 n'est pas identifiée comme une zone à risque spécifique d'atmosphère explosive.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place les signalétiques au niveau des zones de recharges de batterie indiquant une zone d'atmosphère explosive.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 Mois		